

# Table des matières

Préface de Henry Rousso .....	9
Introduction .....	15
<b>Chapitre 1</b>	
<b>Le Rhin comme enjeu historiographique dans l'entre-deux-guerres : vers une histoire des mentalités frontalières .....</b>	<b>21</b>
Un Rhin gaulois ? .....	21
Le <i>Abwehrkampf</i> des Allemands .....	27
Un nouveau regard sur le Rhin ? .....	35
<b>Chapitre 2</b>	
<b>« La voix inaudible du sang » : de l'histoire régionale rhénane à l'« histoire du peuple » nazie .....</b>	<b>47</b>
<b>Chapitre 3</b>	
<b>La <i>Westforschung</i> allemande des années 1930-1940 : de la défensive à l'offensive territoriale .....</b>	<b>71</b>
L'espace .....	73
Le cadre chronologique .....	74
Le personnel et les institutions .....	75
La <i>Westforschung</i> comme dispositif .....	78
Deux cas exemplaires .....	83
De la théorie à la pratique ? .....	86

## Chapitre 4

Un « plan général » pour l'Ouest. Le rapport secret de juin 1940 et le tracé de la frontière franco-allemande durant la seconde guerre mondiale .....	89
Une France morcelée .....	90
Un document disparaît... ..	94
... et réapparaît .....	99
Quelques hypothèses de lecture .....	103
Qui était l'auteur ? .....	110
Annexe. Le mémorandum secret de Wilhelm Stuckart pour Hitler .....	117

## Chapitre 5

Deux formes d'« histoire totale ».	
Ou comment comparer la <i>Volksgeschichte</i> nazie et l'histoire des <i>Annales</i> ? .....	139
Renvois et contacts directs .....	144
Analogies apparentes .....	148
L'exemple de Febvre .....	152
L'exemple de Bloch .....	156

## Chapitre 6

La <i>Zeitgeschichte</i> allemande: entre révisionnisme, conformisme et autocritique .....	161
Une histoire révisionniste ? .....	164
Une histoire conformiste .....	166
Vers une autocritique .....	171

## Chapitre 7

Trois formes de collaboration :	
l'Europe et la réconciliation franco-allemande à travers la carrière de Gustav Krukenberg, chef de la « division Charlemagne » .....	177
Première constellation : la République de Weimar .....	179
Deuxième constellation : le nazisme .....	188
Troisième constellation : l'après-guerre .....	196

Note sur l'origine des textes .....	205
-------------------------------------	-----

Remerciements .....	207
---------------------	-----

Abréviations .....	209
--------------------	-----

Bibliographie sélective .....	211
-------------------------------	-----

Index .....	217
-------------	-----

# Introduction

Le nationalisme est de retour, en Europe et dans le monde. Même en France, et même en Allemagne, malgré toutes les craintes que cela peut évoquer. Après plus d'un demi-siècle de paix, de rapprochement et de réconciliation, scellés par de nombreux traités, dont celui sur l'Union européenne, qui devaient empêcher à jamais les guerres et contribuer à intégrer, voire à fondre *tendanciellement* la multitude des pays et des nationalités dans un grand ensemble, multilingue et multiculturel, voilà que resurgit le spectre du chauvinisme, du chacun pour soi, du « moi d'abord ! ». Bref, la discorde, la jalousie et même l'hostilité entre « les peuples » sont de retour. Alors que certains veulent déjà construire des murs contre leurs voisins, d'autres, faisant semblant de ne pas s'en apercevoir, refont « l'éloge des frontières », comme si le refus intellectuel du n'importe quoi globalisé pouvait autoriser, en toute bonne conscience, le retour des vieux fronts.

Pourtant, le xx<sup>e</sup> siècle, avec ses catastrophes politiques et humaines, n'a-t-il pas montré à jamais que rien ne peut justifier « l'organisation des haines politiques » (Julien Benda) ? Et que rien non plus ne justifie ces comportements bizarres qui opposent jusqu'au sang tels et tels voisins, sous prétexte qu'il y a des bornes, des rivières, des collines entre leurs lopins de terre mitoyens ? Dès 1917, Henri Pirenne, le grand historien belge, avait pourtant lancé ce cri d'alarme : « Le nationalisme a conduit l'humanité à la plus grande catastrophe qu'elle ait jamais connue. » D'autres, et pas seulement des pacifistes avérés, ont repris le mot d'ordre. Mais rien n'y a fait. Il fallut d'abord une autre guerre et une autre catastrophe, encore plus profonde, pour placer le monde occidental devant le pied du mur : « socialisme ou barbarie » !

Aujourd'hui, face à la résurgence du nationalisme, des frontières et de leur légitimation idéologique dans une Europe en crise, il semble particulièrement indiqué de prendre un peu de recul historique pour réfléchir aux conditions qui ont vu naître et se développer cette « haine » du voisin, dont l'exemple classique est évidemment l'antagonisme franco-allemand : les « ennemis héréditaires », les *Erbfeinde*, des deux côtés du Rhin. C'est à quoi est consacré ce livre. Son approche est cependant particulière : ni regard panoramique ni synthèse didactique, il vise à réfléchir, à partir de matériaux de première main, aux enjeux historiographiques, méthodologiques, voire mémoriels, de la constellation franco-allemande – de la première à la seconde guerre mondiale, et même au-delà, jusque dans notre temps présent.

Certes, l'histoire des relations franco-allemandes est aujourd'hui en principe bien connue, et on ne peut contester la qualité et l'étendue des recherches menées aussi bien du côté français que du côté allemand, sans parler des contributions venant notamment d'auteurs américains, anglais ou israéliens. Cependant, il reste encore beaucoup de questions non résolues ou de points obscurs, en plus de la difficulté permanente que constituent les trop « bonnes intentions » de bien des commentateurs. En effet, pour ne pas gêner le partenaire, certains ont pris l'habitude de passer un peu vite sur des aspects particulièrement désagréables. Ainsi, s'agissant de la Shoah, pour prendre immédiatement l'exemple le plus cruel, dont on parle maintenant partout dans le monde, et notamment en Allemagne, comme d'un événement central par rapport auquel toute l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle peut et doit être pensée, ce qui paraît bien plus gênant est la réflexion de cette histoire *au second degré*, à savoir la reconstitution de l'historiographie de la Shoah, donc de son apparition (plutôt tardive) avec tout ce que cela a comporté de silences et de refoulements, de faux égards et de compromis, sans parler des âpres luttes d'interprétation dans les « débats d'historiens » qui n'en finissent pas. Or, un des traits marquants était certainement ce que Fritz Stern, historien américain d'origine allemande, a appelé le « mutisme tenu » (*das feine Schweigen*) très répandu dans le monde académique dès qu'il s'agissait d'évoquer ce qui s'était passé dans les milieux cultivés et dans les universités durant les « années brunes ». Pourquoi ? La raison principale est à chercher dans le grand paradoxe de l'histoire allemande d'après-guerre : construire une société démocratique avec une population et un personnel, notamment dans la fonction publique (ministères, justice, écoles, etc.), profondément marqués par un régime *anti*-démocratique, raciste et totalitaire. L'incroyable continuité des professeurs d'université, dont la plus grande partie avait été formée et avait souvent déjà fait carrière sous le nazisme, est un des aspects les plus dérangeants de cette histoire. Bien entendu, ces gens-là n'avaient aucun intérêt à divulguer leur passé ou celui de leurs collègues face

à une opinion publique qui, de toute façon, n'était qu'à moitié intéressée par le triste passé récent. N'était-ce pas la prérogative des alliés de « forer » ainsi dans l'histoire des Allemands pour les confronter à leurs crimes et les « rééduquer » ? À l'exception d'une minorité d'antinazis et de « remigrants », ce n'est qu'avec l'arrivée d'une nouvelle génération, née autour de 1930 et parvenue à maturité après la Libération – c'est pourquoi certains ont parlé de « génération 45 » –, que l'engagement démocratique devient une réalité massive menant dans les années 1960 à l'entrée des sociaux-démocrates au gouvernement, puis à la victoire de Willy Brandt aux élections de 1969. Commence alors une nouvelle étape de la transformation du pays, universités incluses. Et une fois encore, ce sont les plus jeunes qui prennent la parole. Face au passé nazi et son refoulement, ils osent poser les véritables questions, parfois violemment, parfois cruellement, parfois outrageusement, sans se soucier outre mesure de la réponse qu'on leur lance : qu'auriez-vous fait à notre place ? Car le moment de l'enquête distancée n'était pas encore venu ; le parti pris, voire l'inquisition prenaient parfois le dessus. Moi aussi, j'étais de cette génération furieuse – avant de devenir historien.

En trouvera-t-on la trace dans ce volume ? Sans doute. Cependant j'espère qu'on y trouvera aussi la trace des scrupules et de la rigueur méthodologique qui doivent autant à mes professeurs allemands – notamment à Hans Mommsen, récemment disparu – qu'à mes maîtres français – à commencer par Louis Althusser qui m'avait honoré de son amitié – ainsi qu'aux grands historiens dont l'œuvre nous a tous marqués : Marc Bloch et Lucien Febvre. On verra d'ailleurs que les fondateurs des *Annales*, de manière directe ou indirecte, sont presque omniprésents dans ce livre. Ainsi, le premier chapitre, « Le Rhin comme enjeu historiographique dans l'entre-deux-guerres », revient sur un des livres emblématiques de Lucien Febvre consacré à l'histoire du Rhin, mais aussi à l'Allemagne et à l'historiographie allemande la plus récente. Bien entendu, dans les années 1930, certains lecteurs d'outre-Rhin ne lui ont pas épargné leur hostilité, notamment en raison du chapitre contre la théorie des « races », tout en soulignant le « feu d'artifice » de son écriture : attention, voici le livre français le plus dangereux sur « notre » Rhin !

C'est vers cette perception typiquement allemande de la large bordure occidentale que je me tourne dans les trois chapitres suivants. En effet, à partir des années 1920 s'est constitué sous le nom de *Westforschung*, les « recherches sur l'Ouest », une pratique et des réseaux de recherche historique sur la France, c'est-à-dire l'« ennemi héréditaire », mais aussi sur la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dont le but déclaré était de « prouver scientifiquement » l'appartenance millénaire de toutes ces régions frontalières au Reich. Si au départ il pouvait encore s'agir de répondre par l'histoire (et par la propagande) aux

perdes de territoire imposées par le traité de Versailles, le ton monta rapidement sous le nazisme devenant de plus en plus agressif – jusqu’au moment où la guerre et l’Occupation permettent de passer à l’acte et d’annexer non seulement les territoires perdus en 1919, mais également tout ce qui paraissait, depuis toujours, appartenir au « sol ethnique et culturel allemand ». Alors sonna l’heure des « experts », historiens, géographes et autres spécialistes en disciplines *völkisch*, dont les propositions, appuyées sur des études érudites et des cartes, étaient prêtes depuis longtemps. Parfois à la surprise de leurs propres auteurs, elles pouvaient maintenant être mises en pratique.

Ainsi, par exemple, le tracé exact des lignes de démarcation imposées par l’armistice de 1940, et notamment celle dite du « Nord-Est », qui rattachait, d’une part, le Nord-Pas-de-Calais à la Belgique et instituait, d’autre part, les « zones interdites » ou « réservées » entre la France et l’Allemagne, résultait de la mise en application directe d’un mémorandum secret du secrétaire d’État Stuckart – le même qui participe en janvier 1942 à la terrible conférence de Wannsee – fondé sur des travaux universitaires minutieux. Mais ce document crucial, que nous publions ici pour la première fois en français (dans le chapitre 4), a longtemps été considéré comme perdu. Depuis le tribunal de Nuremberg où il en fut déjà question, plusieurs générations de chercheurs, et notamment Eberhard Jäckel dans son livre classique *La France dans l’Europe de Hitler* (1968), l’ont vainement cherché et parfois ont même conclu – soulagés ? – à son insignifiance. Or un exemplaire, un seul, de ce texte doublement fatal – puisqu’il risquait, comme on le verra, encore après la guerre de gêner les relations franco-allemandes en éclaboussant le collaborateur le plus proche d’Adenauer – avait survécu. Je l’ai retrouvé dans des archives canadiennes. Son contenu est sans appel : Hitler et l’Allemagne nazie avaient effectivement l’intention d’annexer une partie importante du territoire français – jusqu’à la Manche. Ce qui permet aujourd’hui de poser la question historique de l’avenir de la France (et de la Belgique) dans l’« Europe nazie » de façon nouvelle.

Dans une perspective historiographique, cependant, il serait trop facile de réduire les écrits des historiens allemands de l’entre-deux-guerres, et même des chercheurs nazis de la *Westforschung*, uniquement à leurs effets « politiques » ou « stratégiques ». On peut, et on doit également, les lire par rapport aux enjeux et aux débats scientifiques de l’époque, c’est-à-dire comme des textes à prétention académique sérieuse. Or, pour juger de leur valeur, la comparaison s’impose. C’est pourquoi il n’est pas si surprenant que certains observateurs aient avancé l’idée, notamment dans le sillage de la controverse sur les historiens sous le Troisième Reich, que l’approche totalisante des Allemands – ce qu’ils appelaient alors la *Volksgeschichte*, l’« histoire du peuple » – et le phénomène contemporain

de l'École des *Annales* en France étaient plus ou moins *similaires*. D'une certaine façon, ces deux historiographies auraient visé, l'une comme l'autre, une histoire sociale « totale » et interdisciplinaire et toutes les deux auraient été inscrites dans les sciences humaines de leur temps. Ainsi, l'évolution de l'historiographie allemande n'aurait pas été si aberrante que ça. Or, en comparant de manière précise et systématique la *Volksgeschichte* nazie et l'historiographie des *Annales*, il s'avère qu'il s'agissait à l'évidence de deux approches opposées dans leurs prémisses et leurs conclusions, autrement dit de deux discours incompatibles.

Cette opposition, cette asymétrie fondamentale, entre l'historiographie allemande et française – que Pirenne, Bloch et Febvre avaient désignée en leur temps par le mot d'ordre « désapprendre de l'Allemagne! » –, allaient évidemment resurgir après la seconde guerre mondiale. Mais le monde entre-temps avait changé. Morcelée, prise dans l'étau de la guerre froide, l'Allemagne ne se remet que progressivement de la « dernière catastrophe ». À nouveau, l'évolution historiographique est révélatrice. Car confrontée à son passé criminel récent ainsi qu'à son présent douloureux, l'Allemagne donna alors naissance à un certain type d'histoire désigné par le terme « *Zeitgeschichte* » et qui devint bientôt générique. En effet, l'histoire du « temps présent » en Allemagne, histoire du très contemporain, naît comme une réponse au nazisme, à sa disparition et son « traitement » historiographique : dépouillement des archives (accessibles grâce aux Alliés), analyse en profondeur, travail mémoriel. Que cela fût difficile et quasiment interminable est aujourd'hui peu surprenant car les résistances ont été fortes, au sein de la corporation des historiens tout comme de la société entière. Si bien que cette discipline relativement nouvelle, la *Zeitgeschichte*, a développé sa propre histoire, avec ses hauts et ses bas, ses controverses et ses blocages, dont j'essaye ici d'esquisser les principales étapes, notamment par rapport au contexte international. En effet, un des traits marquants de l'historiographie allemande d'aujourd'hui est son caractère largement dénationalisé : l'opinion scientifique dominante (et sans doute aussi l'opinion dominée) n'est plus réductible à une constellation académique *intra muros* mais se constitue à partir de débats transnationaux. Ce qui est bien.

Enfin, le dernier chapitre du livre porte sur un personnage apparemment marginal, en tout cas peu connu, bien qu'il s'agisse du commandant de la trop fameuse division de SS français « Charlemagne ». Son nom est Gustav Krukenberg, dont il se trouve que je suis le petit-fils. Comment parler de son grand-père en historien, donc avec un maximum de retenue ? Après quelque hésitation, j'ai tenté l'expérience. Officier de carrière avant la Grande Guerre, ensuite secrétaire du Comité franco-allemand en poste à Paris dans les années 1920, puis chef de la radio allemande en 1933, Krukenberg fut limogé par Goebbels, et, bien que membre des

SS, suspecté par Heydrich, chef de la police secrète, de n'être qu'un opportuniste auquel on ne pouvait faire confiance – au point d'envisager son élimination violente. Mais au lieu d'entrer en opposition, ce Prussien à l'ancienne ne fit que persévérer, quitte à joindre les Waffen-SS et devenir, au moment du déluge, le chef du dernier quarteron de Français et autres soldats « antibolcheviques » pendant la chute de Berlin, avant de resurgir dans les années 1960-1970 comme l'un des promoteurs de la réconciliation franco-allemande. Ainsi, ce personnage étrange, aimable et impénétrable, représente, à sa manière, l'évolution des relations franco-allemandes au xx<sup>e</sup> siècle. Sans le savoir, il m'a marqué – même si j'ai essayé de m'en affranchir par le travail d'historien.

L'attentat islamiste de Berlin, réplique de celui du 14 juillet 2016 à Nice, montre bien où nous en sommes : l'Europe est ébranlée. Les vieilles certitudes ne comptent plus, les vieilles habitudes paraissent dépassées. Pourtant, au cœur du continent, deux pays essayent de faire face et de se mobiliser pour sauver une civilisation fondée sur les droits de l'homme et une histoire commune, malgré tous les chapitres sombres qui y sont inscrits. Oui, il s'agit d'assumer ce double héritage pour en tirer éventuellement un nouvel espoir. « Espoir – ce mot parfois si désespérant », disait Lucien Febvre. Mais si en tant que savant il n'avait guère d'illusions – « L'histoire est pleine de charniers écœurants, écrivait-il peu avant sa mort, il faut donc à l'historien, pour s'y promener, un cœur sans défaillance, un odorat sans susceptibilité et des bottes sans trous » –, il aurait probablement aimé, pour une fois, se tromper.